Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

# Obama à la Nouvelle-Orléans : le visage impitoyable de l'élite dirigeante américaine

Par Patrick Martin
Mondialisation.ca, 20 octobre 2009
WSWS 20 octobre 2009

Région : États-Unis

Lors d'une brève escale de quatre heures à la Nouvelle-Orléans, en route pour un dîner de gala avec des démocrates millionnaires de Californie, organisé pour collecter des fonds, le président Barack Obama a fait du bout des lèvres des promesses aux habitants de la ville dévastée, cachant à peine son indifférence devant leurs difficultés.

La visite, survenue un jour seulement après que la Bourse a marqué une hausse dépassant 10.000 points et que le Wall Street Journal a évalué que les compensations aux principales banques et établissements financiers atteindraient le chiffre record de 140 milliards de dollars cette année, souligne le fossé qui sépare les riches et les pauvres dans l'Amérique d'Obama.

Obama a attendu neuf mois après sa prise de fonction avant de se rendre dans la ville qui en 2005 était devenue le symbole dans le monde entier de l'échec du gouvernement Bush et de la dureté de l'élite dirigeante américaine, avec la mort de 1000 Américains et de centaines de milliers de pauvres et de travailleurs qui avaient tout perdu lors du passage de l'ouragan Katrina.

Cette visite à la Nouvelle-Orléans se voulait être une bonne occasion de faire des photos réconfortantes d'enfants et d'habitants reconnaissants acclamant le président, mais la réalité de la désillusion et de la colère populaires grandissantes s'est immiscée lorsqu'un étudiant a défié Obama quand ce dernier s'est présenté à une réunion de la mairie qui se tenait à l'université de la Nouvelle-Orléans.

Babriel Bordenave, 29 ans, a fait état de la lenteur continue de l'Agence de gestion des fonds fédéraux d'urgence (FEMA) à pourvoir les fonds nécessaires à la reconstruction du principal bâtiment de soins médicaux pour les pauvres de la ville, la Charity Hospital. « Je n'en attendais pas moins du gouvernement Bush », a-t-il dit à Obama, « mais pourquoi en est-on encore aujourd'hui à ne recevoir que des centimes ? »

Obama était sur la défensive et a donné une réponse bateau. Il a dit que son gouvernement « travaillait aussi dur que possible et aussi rapidement que possible », faisant état de « complications » non spécifiées en matière de coordination des efforts avec les autorités locales et de l'Etat. Il a fait cette remarque alors même qu'il venait de défendre le gouverneur de la Louisiane Bobby Jindal et le maire de la Nouvelle-Orléans Ray Nagin lorsque ces derniers se faisaient huer par la foule lors des présentations.

« J'aimerais bien pouvoir tout simplement faire un chèque », a-t-il poursuivi et quelqu'un

dans le public a crié, « Pourquoi ne pas le faire, alors ? »

Obama a été visiblement décontenancé, d'abord par la question de Bordenave, puis par cette interruption. Il a donc poursuivi en faisant la leçon à ses critiques : « Pourquoi ne pas le faire, dites-vous ? Eh bien il y a tout ce tralala concernant la Constitution. » Puis il a ajouté que, à Washington, « tout le monde vous attaque si vous dépensez de l'argent, sauf si c'est pour eux que vous le dépensez. »

C'était une calomnie à peine déguisée. Obama a laissé entendre que son public de survivants de l'ouragan n'était qu'un groupe d'intérêt spécial de plus cherchant à obtenir de l'argent du gouvernement fédéral. Plus tard Bordenave a dit au *New York Times*, « J'ai plutôt trouvé que la référence à la Constitution était une réponse évasive. »

Tout en déclarant que son gouvernement ne suivrait pas l'exemple de son prédécesseur qui avait ignoré les souffrances provoquées par Katrina, Obama a imité l'un des épisodes les plus notoires de la présidence Bush. Bush avait quitté son ranch du Texas pour survoler la zone touchée par l'ouragan début septembre 2005, tandis qu'il se rendait à Washington. Obama a fait une escale de trois heures et quarante-cinq minutes à la Nouvelle-Orléans en route vers ce dîner de collecte de fonds à San Francisco.

A l'hôtel St Francis de Westin, près de 1000 partisans nantis emplissaient la salle de bal, chacun ayant payé jusque 1000 dollars, tandis que 160 ultra-riches avaient déboursé 34.000 dollars par couple pour dîner avec le président à l'étage. C'est Mark Gorenberg, PDG de l'entreprise de capital à risque Hummer Winblad qui a accueilli Obama pour le dîner. Est venue les rejoindre sur le podium la speaker de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, dont le mari est un investisseur multimillionnaire dans l'immobilier.

La prestation d'Obama à la Nouvelle-Orléans a été si impitoyable et arrogante qu'elle a provoqué des critiques de la part de deux chroniqueurs afro-américains habituellement appartenant au camp du gouvernement, et qui ont tous deux écrit sur le site de leurs journaux. Jim Mitchell du *Dallas Morning News* a observé que le président « répond avec brusquerie à une personne qui pose une question tout à fait raisonnable, à savoir pourquoi la région ne dispose-t-elle pas d'un service hospitalier remis en état de marche tant d'années après Katrina. » Il ajoute que la réponse d'Obama était « insidieuse, élusive et, ce qui est surprenant, obtuse d'un point de vue politique ».

Eugene Robinson du *Washington Post* a qualifié sa « brève démonstration de compassion de passage » à la Nouvelle-Orléans « de loin la pire sortie de sa présidence jusque-là. » Rejetant la déclaration d'Obama selon laquelle il était difficile d'expédier les sommes d'argent dans la région dévastée par l'ouragan, il écrit: « Nous savons à présent que notre gouvernement peut rendre disponibles des centaines de milliards de dollars à des institutions irresponsables de Wall Street en l'espace de quelques jours si nécessaire. Nous sommes en mesure, d'un trait de stylo, d'ouvrir les vannes du crédit à des banques trop importantes pour être en faillite. Mais quand il s'agit de la Nouvelle-Orléans et de la Côte du golfe du Mexique, eh bien alors, ces choses-là prennent du temps. »

Le contraste est en effet saisissant. Tandis qu'Obama se vante d'avoir libéré jusqu'à 1,5 milliard de dollars de financement fédéral pour les projets de reconstruction de la Côte du golfe depuis qu'il est venu au pouvoir, on peut comparer cette somme aux douze mille milliards de dollars rendus disponibles aux intérêts financiers de Wall Street, soit 8000 fois plus. Cet argent neuf d'Obama pour la reconstruction après Katrina représente moins d'une

semaine de dépenses pour la guerre en Afghanistan.

L'indifférence du président a été démontrée par le manque de conviction de sa visite de la zone sinistrée. Il s'est arrêté dans un établissement scolaire privatisé, dans le même établissement que George W. Bush avait visité lors d'une de ses visites suite à l'ouragan. L'établissement scolaire est situé dans un quartier qui reste à 75 pour cent inhabité. Puis le cortège présidentiel s'est rendu à l'université de la Nouvelle-Orléans pour une heure d'entretien avec la mairie, puis Obama a repris le chemin de l'aéroport.

Obama ne s'est pas donné la peine de visiter les autres quartiers les plus durement touchés par l'ouragan, dont l'immense quartier Est de la ville qui reste la scène de dégâts d'inondation sur plusieurs kilomètres, ni la Côte du golfe du Mississipi et de l'Alabama.

Ce n'est pas qu'Obama n'avait pas le temps de visiter ces zones. Un jour après son escale à la Nouvelle-Orléans, il était de retour dans la région pour une cérémonie avec George W. Bush afin de commémorer le 20e anniversaire de la fondation « A thousand points of light » de l'ancien président, à l'Université A&M du Texas. En tout, Obama a passé bien plus de temps avec les spécialistes du capital-risque et les fidèles de Bush qu'avec les gens de la Nouvelle-Orléans.

La visite à la fondation de Bush était particulièrement provocatrice. Cela revenait à être un message aux Américains, leur disant que, lorsqu'une prochaine catastrophe frappera, ils devraient aller chercher de l'aide auprès d'associations privées, et non auprès du gouvernement fédéral.

Ceci correspond au bilan du gouvernement Obama en matière de reconstruction de la Côte du Golfe ravagé par l'ouragan. Le mois dernier, l'Institute for Southern Studies a publié un sondage auprès de 50 dirigeants de communautés de la côte du Texas, de Louisiane, du Mississipi et de l'Alabama qui ont donné au gouvernement Obama la note de D+ pour ses efforts de reconstruction, soit un peu mieux que le D donné au gouvernement Bush.

L'unique domaine pour lequel Obama a obtenu un C est pour sa volonté de « reconnaître publiquement les défis confrontant la reconstruction des communautés de la Côte du Golfe. » En d'autres termes, Obama est meilleur que Bush à parler de reconstruction mais obtient lui aussi un D pour son action à ce sujet.

Les scores les plus bas ont été obtenus pour les les problèmes les plus importants de la reconstruction: l'aide au retour dans leur foyer des personnes déplacées, la reconstruction de l'infrastructure, le renforcement de la protection contre les ouragans et la renaissance de l'économie côtière par la création d'emplois.

Le *New Orleans Times-Picayune* a cité un document du gouvernement Obama révélant que le Second district de Louisiane au Congrès qui comprend la plus grande partie du comté d'Orléans et la totalité de la ville de Nouvelle-Orléans recevaient, parmi tous les districts représentés au Congrès, le plus bas financement du pays provenant du plan de relance voté en février dernier.

Les besoins sociaux dans la région restent énormes. D'après une étude du Brookings Institute il y a 62 557 maisons vides ou laissées à l'abandon dans le Comté d'Orléans, soit près d'un tiers du nombre total de maisons existant avant Katrina. Un sondage a montré que 40 pour cent de ces maisons à l'abandon ou vides montraient des signes d'habitation,

dans certains cas par les anciens propriétaires cherchant à reconstruire et dans d'autres cas par des squatters ou des SDF.

Le  Katrina Recovery Index (Indice de reconstruction après Katrina) publié par l'Institute of Southern Studies donne une idée des dimensions de la crise sociale à la Nouvelle-Orléans, plus de quatre ans après le passage de l'ouragan:

. 100.000 personnes déplacées de Nouvelle-Orléans vivent à présent à Houston dans le Texas.

. Le pourcentage de foyers avec enfants vivant à la Nouvelle-Orléans est passé de 30 à 20 pour cent.

. Seulement 752 bons de relogement en provenance du gouvernement fédéral ont été accordés à la Nouvelle-Orléans; depuis l'établissement d'une liste d'attente pour ces bons, 16 personnes en attente sont décédées.

. Les loyers de la Nouvelle-Orléans ont augmenté de 40 pour cent depuis Katrina.

. La demande pour des repas d'urgence dans les centres les distribuant a augmenté de 35 pour cent.

. 60 pour cent des élèves scolarisés à la Nouvelle-Orléans fréquentent des établissements privatisés.

. 43 pour cent des centres de soins médicaux de la ville n'ont pas réouvert leurs portes depuis Katrina.

. Deux tiers de la population de la ville font état de problèmes de santé chroniques, soit une augmentation de 45 pour cent depuis 2006.

. Le taux de suicide à la Nouvelle-Orléans a augmenté de 200 pour cent depuis Katrina, alors que seul un hôpital local prend en charge des patients nécessitant des soins psychiatriques.

. La Louisiane se situe au 50e rang de tous les Etats des Etats-Unis en matière de qualité générale des soins médicaux.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Patrick Martin, WSWS, 2009

---

*Articles Par :* Patrick Martin

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca